



**Van Lanschot**  
DEPUIS 1737

# Vision d'investissement 2019

L'économie perd de la vitesse,  
mais se porte encore bien



Le Brexit, les élections européennes, l'Italie ou l'escalade de la guerre commerciale entre les États-Unis et la Chine. Quel impact ces développements politiques auront-ils sur le climat boursier en 2019 ?



# Table des matières

Points essentiels

PAGE 3

Marché des actions

PAGE 11

Économie

PAGE 4

Immobilier et Matières premières

PAGE 13

Marché monétaire et des capitaux

PAGE 9

Investir chez Van Lanschot

PAGE 14

# Points essentiels

**Que vont apporter la politique et la stratégie économique du capricieux président américain Donald Trump en 2019 ? Il s'agit là d'une question importante qui préoccupe les investisseurs.**

En 2018, les investisseurs ont profité de la politique de Trump – les actions américaines ont bénéficié de l'appui de la baisse d'impôts -, mais en ont aussi pâti. Les actions asiatiques et européennes se sont heurtées à sa course commerciale protectionniste. Outre l'incertitude liée à la politique de Trump et indépendamment du caprice (Twitter) du jour, la confiance est de mise. Même si le moteur économique mondial s'est un peu grippé, il continue de tourner. Suffisamment même pour s'attendre à de beaux chiffres d'exploitation en 2019. Ce sont ces chiffres d'exploitation qui sont en fin de compte déterminants pour le cours des actions.

L'évaluation de nombreuses actions est raisonnable au vu des bénéfices d'exploitation. C'est la raison pour laquelle nous entamons 2019 avec un portefeuille d'investissement diversifié, contenant une pondération moyenne normale en actions. Ce, en fonction du profil d'investissement spécifique du portefeuille, bien évidemment.

Tout comme l'année passée, nous surveillons la politique – populiste – de près pour les éventuels risques. Outre l'imprévisible Trump, il y a l'issue tout aussi imprévisible du Brexit et la discussion concernant le budget italien.

Une autre incertitude se rapporte à l'inflation américaine. Si celle-ci pique un sprint inattendu, la Réserve fédérale (Fed) est susceptible de procéder à des hausses de taux plus importantes que prévu. Avec à la clé des conséquences pour l'économie réelle et les marchés financiers au niveau mondial. La politique monétaire de la Fed et de la Banque centrale européenne (BCE), qui réduit considérablement son rachat d'obligations, est une raison suffisante pour continuer à opter pour des échéances courtes dans la partie à taux fixe d'un portefeuille d'investissement diversifié. La possibilité d'un taux (obligataire) plus élevé, et donc de pertes de change sur les obligations à long terme est, à partir des niveaux actuels, plus grande que la possibilité d'un taux (obligataire) plus faible.



# Économie

## Europe: l'économie dépend du consommateur

L'économie européenne poursuit sa croissance en 2019, mais à un rythme plus modéré. Une croissance de 1,7 % est faisable. Ce pourcentage est inférieur aux 2 % de croissance qui ont, selon les prévisions, été atteints par l'économie européenne en 2018, mais reste supérieur à la croissance économique structurelle à long terme, que nous estimons à seulement 0,75 %. Nous prévoyons pour l'économie européenne une impulsion positive provenant principalement de la consommation. Le taux de chômage est proche des 7,3 %, c'est-à-dire le niveau qu'il avait atteint juste avant l'éclatement de la crise économique-financière de 2008. Les salaires horaires augmentent de 2,3 % sur base annuelle. Le consommateur européen a du travail et a de l'argent à dépenser. La consommation devra compenser la perte de croissance liée à la production industrielle, qui a entamé 2018 avec optimisme, mais un baromètre de confiance tel que l'indice Markit PMI pour le secteur manufacturier a donné au cours de l'année un signal clair d'effritement du momentum économique. En ce qui concerne le chômage, les différences entre les pays de la zone euro restent importantes. En Espagne, la différence entre le taux de chômage actuel et le niveau le plus bas de la haute

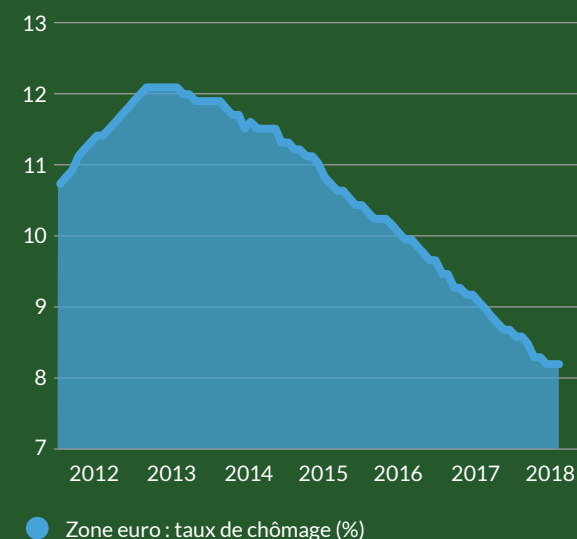
conjoncture précédente est toujours de 7 %. En France, le chômage est même en légère hausse.

## Guerre commerciale

En 2019 également, le langage commercial menaçant du président américain Donald Trump et ses mesures protectionnistes constitueront un facteur de croissance important pour l'économie européenne.

Une économie relativement ouverte comme la zone euro est sensible au climat commercial international. Environ 10 % de la production européenne sont exportés vers les marchés émergents. L'Europe est prise en tenaille à cet égard. Car la politique commerciale de Trump se concentre – pour le moment – principalement sur la Chine. Le refroidissement de l'économie chinoise touche d'autres économies émergentes qui dépendent souvent en grande partie de l'exportation vers la Chine. Les marchés émergents, dont la croissance est moins marquée, ont à leur tour un impact négatif sur l'exportation européenne. Sans parler d'un scénario dans lequel Trump viserait directement l'Europe, par le biais de taxes sur les voitures allemandes, par exemple. Nous supposons toutefois pour l'instant que la guerre commerciale ne s'aggravera pas.

Taux de chômage dans la zone euro (en %)



Source : Thomson Reuters Datastream

## Le Brexit et le budget italien

Les dossiers politiques du 'budget italien' et du 'Brexit' figureront en 2019 toujours à l'ordre du jour de l'Union européenne. Les deux dossiers peuvent avoir un impact important sur les chiffres de croissance et le sentiment des marchés financiers. Au moment où nous écrivons ces lignes, Bruxelles et Rome mènent une politique de confrontation. La Commission européenne exige que le budget italien soit adapté en vue de freiner le déficit budgétaire. Le gouvernement italien populiste refuse car il serait dans ce cas incapable de tenir ses promesses électorales. Cette lutte s'inscrit dans un contexte de paralysie de la croissance économique en Italie.

Nous nous attendons à ce que la Commission européenne et le gouvernement italien parviennent finalement à un compromis concernant le budget. Ne serait-ce que parce qu'à un certain moment, les marchés des obligations feront à ce point grimper le taux italien à long terme que les banques italiennes risquent de se trouver en difficulté. Car qui dit hausse des taux dit baisse des cours obligataires. Et ces obligations italiennes figurent en grand nombre dans les bilans des banques italiennes. Une escalade du conflit budgétaire est toujours possible, surtout si le gouvernement italien pousse l'affaire à outrance en vue des élections européennes de mai 2019. Bruxelles est le bouc émissaire idéal à cet égard, non seulement pour le gouvernement populiste à Rome, mais aussi pour le mouvement populiste plus étendu en Europe.

Le Brexit qui n'en finit pas demeure également un facteur de risque imprévisible.

## États-Unis : la croissance économique tourne au ralenti

À court terme, nous continuons à faire confiance au momentum économique. Tant la confiance des consommateurs que celle des producteurs est élevée. Mais la deuxième moitié de 2019 soulève quelques questions concernant l'évolution de l'économie américaine. Nous prévoyons tout compte fait une solide croissance de 2,5% sur l'ensemble de l'année.

### Hausse des taux

L'effet de la baisse d'impôts promulguée par le président Trump pour les entreprises et les consommateurs s'éteint progressivement en 2019. Si de plus la Fed, la banque centrale américaine, continue à relever son taux directeur de manière constante pour éviter une surchauffe de l'économie américaine, il pourrait y avoir à un certain moment des répercussions sur l'économie. Comme par exemple une baisse de la demande dans un secteur important et sensible au taux tel que le marché de la construction et du logement. La question qui se pose alors est de savoir de quels outils disposent encore les décideurs pour insuffler de l'oxygène à l'économie. La politique fiscale de Trump risque ainsi l'année prochaine de creuser un trou de 4 à 5 % dans le budget américain. Une politique fiscale stimulante est donc tout sauf une évidence.

Inflation américaine (en %)



Source : Thomson Reuters Datastream

### **Inflation**

Nous surveillons également l'inflation américaine de près. Le cycle économique haussier actuel a déjà commencé en 2009. Le taux du chômage a entre-temps progressivement baissé jusqu'à 3,7 %, soit le niveau le plus bas depuis les années 1970. Malgré la pénurie sur le marché de l'emploi, l'augmentation des salaires horaires était modérée.

Dans la période 2016-2018, les salaires horaires ont seulement augmenté d'environ 2,5 % sur base annuelle. On constate toutefois ces derniers mois une accélération de la hausse de ces salaires horaires. Sur base annuelle, les salaires augmentent maintenant de plus de 3 %. Dans une économie de services telle que l'économie américaine, la main-d'œuvre est un facteur de coûts important. Si les entreprises se mettent à répercuter la hausse des 'frais d'achat de main-d'œuvre' sur leurs prix de vente, il y aura une poussée de l'inflation. Les droits d'importation instaurés par Trump dans le cadre de sa guerre commerciale risquent encore de faire grimper davantage le niveau général des prix. Pour l'instant, l'inflation américaine est encore sous contrôle. La Fed mène une politique cohérente et transparente pour éviter la surchauffe de l'économie. Mais l'inflation demeure un facteur à surveiller de près.

### **Mise en garde**

Début 2018, les économistes ont prévenu que les États-Unis se trouvaient à la veille d'un refroidissement économique, voire d'une (légère) récession. Cette mise en garde est venue trop vite. L'allègement fiscal a relancé la consommation américaine et les investissements des entreprises ont d'abord grandement contribué à la croissance économique. Mais cette contribution s'est entre-temps considérablement affaiblie. La baisse d'impôts a principalement été utilisée par les entreprises pour racheter des actions propres et non pour investir davantage dans l'économie réelle, ce qui est pourtant nécessaire pour maintenir l'élan de la croissance économique.

“

Pour l'instant,  
l'inflation  
américaine est  
encore sous  
contrôle



## Japon : la croissance économique reste laborieuse

Nous visons pour 2019 une croissance de l'économie japonaise de 1 % et ce, principalement en raison des dépenses réalisées par les consommateurs. Le premier ministre japonais Shinzo Abe a en effet l'intention d'augmenter une nouvelle fois la TVA en octobre 2019. Et pour profiter du taux plus bas actuel, les Japonais vont encore vite faire des dépenses. Des mesures comparables dans le passé ont eu le même effet positif sur la croissance économique.

Après le relèvement du taux d'imposition, cette impulsion disparaît pour l'économie et 2020 sera une année difficile sur le plan économique. Abe continue toutefois pour le moment à défendre une augmentation du taux de TVA (sauf pour les produits alimentaires). Seul un net refroidissement de l'économie mondiale pourra sans doute l'empêcher de mettre son plan à exécution. Une hausse d'impôts risquerait en effet d'être très préjudiciable à l'économie.

L'inflation japonaise restera modérée. Elle est susceptible de s'intensifier quelque peu à la suite de la hausse de la TVA, mais il ne s'agira là que d'un effet temporaire. La banque centrale japonaise, la Banque du Japon, poursuivra tout simplement sa vaste politique monétaire.

## Migration de main-d'œuvre

À long terme, la croissance structurelle de l'économie japonaise arrive à peine au-dessus de zéro.

Ceci s'explique principalement par le net vieillissement de la population et le déclin démographique dans le pays. L'imminence de ce problème se traduit dans les projets du gouvernement d'autoriser une plus grande migration de main-d'œuvre. Une démarche très controversée pour ce pays à la culture fermée.

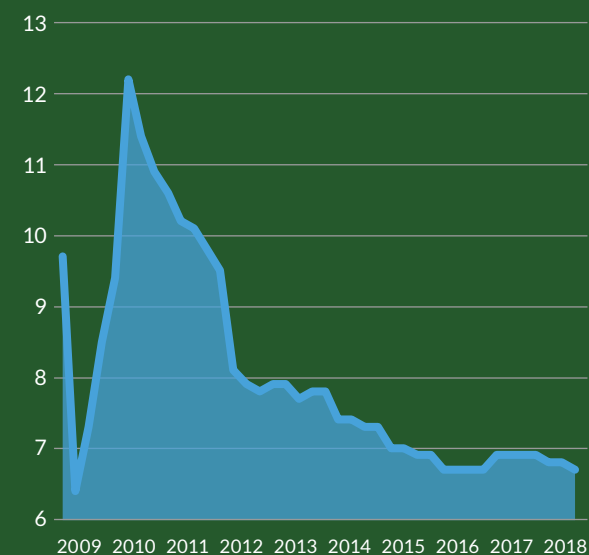
## Chine : croissance économique de moindre qualité

Nous prévoyons pour la Chine une croissance économique d'environ 6,2 %, c'est-à-dire légèrement inférieure au chiffre de croissance attendu de 6,5 % pour 2018.

## Conflit commercial

L'économie chinoise suscite quelques inquiétudes. Les tensions commerciales avec les États-Unis sautent immédiatement aux yeux. Pour l'instant, près de 10 % de l'exportation chinoise sont touchés par les droits d'importation à la frontière américaine. Cette mesure a des répercussions sur l'économie, mais il faut relativiser. Les mesures américaines actuelles font pression sur la croissance économique de la Chine à concurrence d'environ 0,3 % sur base annuelle. Pourcentage à comparer au chiffre de croissance de plus ou moins 6,5 %.

Croissance économique chinoise (en %)



● Chine : % de croissance économique en glissement annuel

Source : Thomson Reuters Datastream

### **Croissance de la dette**

La Chine ne peut pas se permettre de laisser la croissance de son économie trop s'affaiblir en raison du conflit commercial avec les États-Unis. Outre le conflit commercial, des mesures visant à enrayer l'augmentation effrénée de la dette ont en effet déjà freiné l'économie ces deux dernières années.

Les décideurs visaient principalement l'octroi de crédit par le biais du système bancaire parallèle non réglementé.

À long terme, la gestion de la croissance de la dette et l'endiguement du système bancaire parallèle constituent une évolution positive pour l'économie chinoise. À court terme, cette politique freine toutefois la croissance.

### **Ancienne recette de relance**

Nous constatons, pour la politique économique chinoise, que l'accent se déplace vers des mesures fiscales et monétaires stimulantes. Les décideurs reprennent par exemple l'« ancienne recette » des investissements dans les infrastructures. La banque centrale, la Banque populaire de Chine, abaisse en outre le taux (à court terme) et la valeur de la monnaie chinoise. Les banques d'État ont également plus de marge pour la croissance du crédit, ce qui doit stimuler l'économie.

Les incitations fiscales et monétaires peuvent soutenir l'économie chinoise à partir de la mi-2019. Cette croissance économique est toutefois de moindre qualité, car elle a besoin d'un coup de pouce par le biais de politiques d'accompagnement. Un coup de pouce qui sera de plus en plus nécessaire si le conflit commercial avec les États-Unis s'intensifie. Si la situation se dégrade complètement, la croissance de l'économie chinoise pourrait même baisser de 1 %.

Dans le sillage de la Chine, d'autres économies émergentes asiatiques peuvent également rester sur la bonne voie. Elles dépendent, pour leur croissance économique, fortement de leur grande voisine. Mais tout comme l'année passée, nous attirons l'attention sur les risques qui pourraient apparaître si la banque centrale américaine augmente son taux directeur plus fortement et plus rapidement que prévu. Il s'agit là d'une possibilité que nous ne prévoyons pas d'office, mais dont nous devons malgré tout tenir compte. Une hausse des taux d'intérêt américains conduit souvent à une fuite des capitaux des pays émergents, ce qui pousse leurs taux vers le haut, privant ainsi l'économie d'oxygène. Les entreprises voient par exemple leurs coûts de financement grimper et investissent moins.





# Marché monétaire et des capitaux

## Le taux peut être plus élevé mais reste bas

La Banque centrale européenne (BCE) fermera encore un peu plus le robinet à partir de janvier 2019. Elle restera toutefois encore assez longtemps active sur le marché des obligations, mais ne gonflera plus à partir de 2019 son bilan en achetant chaque mois plus d'obligations qu'il n'en échoit. Autrement dit : les achats nets sont réduits à zéro. Si une obligation présente arrive à échéance, la BCE en achètera, jusqu'à nouvel ordre, une autre.

## Taux européen

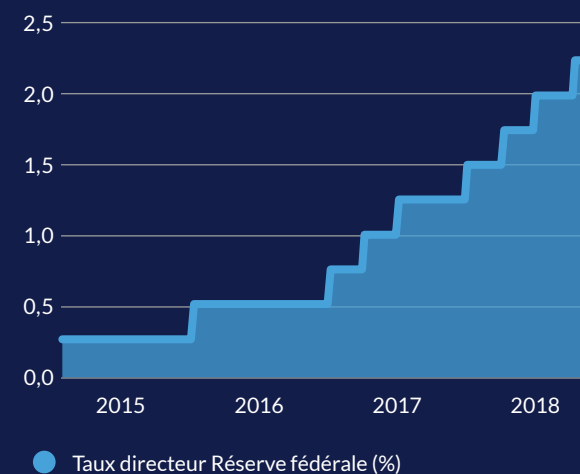
Le taux directeur régulier de la BCE ne changera pas non plus dans la première moitié de 2019. Nous ne nous attendons à une première hausse de taux qu'après l'été. Et ce, seulement si la croissance économique se poursuit et évolue selon les prévisions. Aucune turbulence ne doit non plus venir troubler l'ordre, telle qu'une escalade du conflit budgétaire entre l'Italie et l'Europe. Les épargnants ne doivent dès lors pas s'attendre à court terme à une amélioration du rendement de leur épargne.

La politique de la BCE signifie que la pression à la hausse sur le taux à long terme (taux obligataire) dans la zone euro, reste présente. Ce qui ne veut pas dire que ce taux ne peut pas être plus élevé. Au contraire, il s'agit là de notre premier scénario. En raison de la volatilité intermédiaire, nous prévoyons une hausse modérée du taux obligataire dans la zone euro.

## Taux américain

Aux États-Unis, la banque centrale reste, en dépit des critiques du président Trump, fermement décidée à relever progressivement son taux directeur. Une telle hausse ne devrait pas poser de problème (fondamental) ni aux obligations, ni aux actions. Tant que la banque centrale américaine conserve une 'prise' suffisante et ne doit pas se mettre à rattraper une forte hausse des salaires et/ou de l'inflation qu'elle n'avait pas du tout vu venir. Ceci empêche une remontée trop importante du taux obligataire, qui pourrait fortement nuire aux cours des obligations. Si en outre la croissance économique américaine reste bonne et que l'inflation ne s'emballer pas, on peut également s'attendre à des bénéfices d'exploitation intéressants. Et ce sont ces bénéfices d'exploitation qui déterminent en fin de compte les prix des actions.

Taux directeur de la Réserve fédérale (en %)



Source : Thomson Reuters Datastream

### Préférence pour les échéances courtes et les obligations d'entreprise

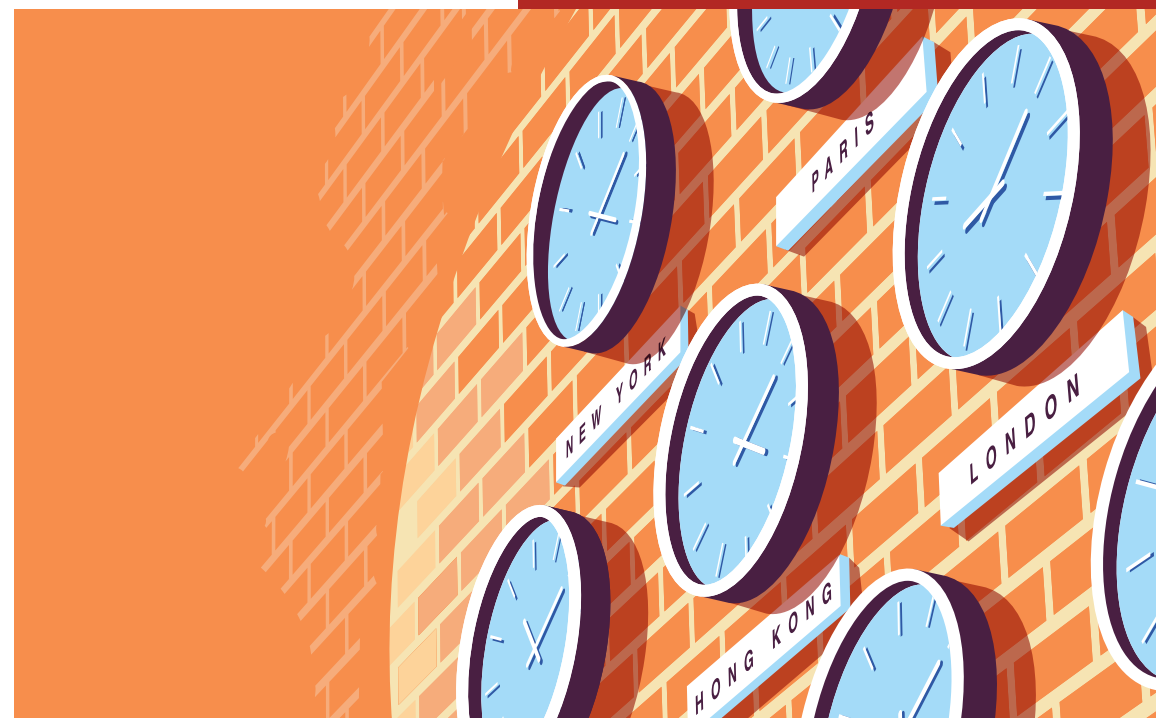
Tout compte fait, il est souhaitable, pour la partie à taux fixe d'un portefeuille d'investissement diversifié, d'opter pour des échéances relativement courtes. En cas de hausse des taux, les obligations à court terme sont moins vulnérables que les obligations à long terme.

“

## Préférence pour les obligations à court terme

Il faut en outre, dans la partie obligataire d'un portefeuille d'investissement, toujours opérer un choix stratégique entre les emprunts d'État et les obligations d'entreprise. Les obligations d'entreprise sont intéressantes si le rendement attendu compense suffisamment le risque d'exploitation spécifique. La compensation du risque offerte par les obligations d'entreprise a quelque peu augmenté ces derniers mois et ce, parallèlement aux inquiétudes croissantes liées à la croissance économique. Le fait que la BCE émette toujours moins d'obligations d'entreprise a également quelque peu mis les cours sous pression, tout en relevant le taux de ces obligations.

La hausse des taux sur les obligations d'entreprise ne s'est toutefois pas poursuivie. L'économie offre toujours un soutien suffisant pour que les marchés ne perdent pas leur confiance et ne se mettent pas à se débarrasser des obligations d'entreprise. Nous conservons donc pour l'instant quelques obligations d'entreprise dans la partie à taux fixe du portefeuille diversifié. Tout rendement supplémentaire des obligations d'entreprise par rapport aux emprunts d'État est un bonus.





# Marché des actions

## Les actions ne sont pas chères par rapport aux bénéfices d'exploitation

Les inquiétudes des investisseurs en actions à la fin de 2018 sont-elles un préambule à d'autres catastrophes ? On craignait une inflation plus élevée que prévu aux États-Unis et une accélération des hausses de taux de la banque centrale américaine, ainsi qu'une baisse de la croissance de l'économie mondiale. 2019 sera-t-elle une mauvaise année pour les actions ? Nous pensons que non. La croissance économique a perdu un peu d'élan en Europe et en Chine, et finalement aussi en Amérique. La croissance économique mondiale reste pourtant suffisamment solide, avec pour l'Europe et les États-Unis des chiffres de croissance attendus

supérieurs au niveau de la croissance structurelle à long terme.

Aux États-Unis, on s'attend à une hausse des bénéfices d'exploitation de 10 %. Ce pourcentage est inférieur à la croissance moyenne des bénéfices de 20 % en 2018, mais ce chiffre était artificiellement élevé en raison de l'effet de la baisse des impôts pour les entreprises. Ces 10 % sont encore excellents.

En Europe, le modèle est le même qu'aux États-Unis et nous prévoyons également une hausse moyenne des bénéfices des entreprises de 10 % en 2019.

Tout compte fait, la croissance économique et la croissance des bénéfices d'exploitation continuent à soutenir les cours des actions, même si l'on tient compte du rapport entre les cours des actions et le bénéfice attendu. La Bourse américaine cote à 16 fois le bénéfice (attendu) pour 2019, ce qui s'écarte à peine de la moyenne à long terme. En Europe, ce rapport cours-bénéfice moyen ne s'élève qu'à 13, ce qui est inférieur à la moyenne à long terme d'environ 15. Dans cette perspective d'évaluation, les actions asiatiques sont encore plus attrayantes. La Bourse chinoise cote ainsi à 10 fois le bénéfice attendu pour 2019.

### Deux facteurs de risque

Un facteur de risque important pour les Bourses en 2019 est la banque centrale américaine, qui doit encore une fois suivre l'évolution de l'inflation. De ce fait, les marchés des obligations craignent l'inflation et le taux obligataire risque de grimper en flèche.

Les investisseurs sont susceptibles de perdre leur intérêt dans les actions et opter pour le taux 'sûr' des obligations. Un autre facteur de risque est un refroidissement rapide et inattendu de l'économie américaine. En outre, il convient de surveiller toute politique risquant de gripper le moteur économique. Cela va de la guerre commerciale à l'accord difficile sur le Brexit en passant par le budget italien.

### Pondération moyenne en actions

Malgré la prévision d'une volatilité intermédiaire plutôt élevée sur les marchés des actions et le risque d'une inflation et d'un ralentissement de la croissance plus élevés aux États-Unis, les arguments sont suffisamment nombreux, dans le cas d'un portefeuille d'investissement diversifié, pour entamer 2019 avec une part moyenne normale en actions. Les principaux arguments sont la croissance économique mondiale et les bénéfices d'exploitation solides persistants, et une évaluation des actions qui n'est pas exagérément élevée par rapport aux bénéfices d'exploitation attendus. L'évaluation des actions pour l'Europe et l'Asie est même faible. Même si nous devons également tenir compte du fait que les régions européennes et asiatiques sont les plus vulnérables face à des chiffres de croissance décevants.





# Immobilier et Matières premières

## Les revenus locatifs et les dividendes sont intéressants en raison d'un taux bas

L'immobilier coté en Bourse est un investissement sensible à la fluctuation des taux d'intérêt. Nous nous attendons à ce que le taux (à long terme) puisse être plus élevé dans la zone euro, mais reste faible en termes absolus. Ce qui rend les revenus locatifs et les dividendes de l'immobilier intéressants. Un autre avantage est que ces revenus suivent l'inflation si celle-ci est plus élevée que prévu. Une inflation modérée ne constitue pas une menace pour l'immobilier.

## Les matières premières méritent une plus grande attention en raison de l'inflation et des stocks bas

Dans un portefeuille d'investissement diversifié, les matières premières offrent une protection contre une hausse (inattendue) de l'inflation. Dans cette optique, elles peuvent à tout moment être intéressantes à prendre en considération. Pensez aux risques dont nous avons déjà parlé. Une hausse inattendue de l'inflation (américaine) en est un.

En outre, les stocks des principales matières premières industrielles sont bas. Une pénurie de pétrole menace le marché pétrolier en raison de facteurs politiques tels que les sanctions économiques contre l'Iran. Ce n'est pas pour rien que les États-Unis – grands partisans des mesures contre l'Iran – ont réduit le rythme de l'entrée en vigueur des sanctions. Une disparition soudaine de la production pétrolière iranienne pourrait faire monter le prix du baril de pétrole en flèche.

“

**L'immobilier est intéressant grâce aux revenus locatifs et aux dividendes**



# Investir chez Van Lanschot

Investir chez Van Lanschot en bref

## Personnalisé

- Votre spécialiste en placements personnalisé comme sparring-partner
- Votre portefeuille constitué sur base de vos préférences personnelles : gestion de patrimoine, conseils en placements ou une combinaison des deux

## Clair et fondé

- Nous investissons sur base de vos convictions en matière d'investissement et de recherches intensives
- Nous sommes votre sparring-partner sur le plan du contenu

## Vigilant

- Nous contrôlons sans cesse votre situation personnelle
- Nous anticipons continuellement les conditions changeantes du marché

# Mettez-nous au travail

Jugez par vous-même comment nous investissons chez Van Lanschot. Fixez un rendez-vous sans engagement avec l'un de nos spécialistes dans l'une de nos agences ou chez vous à la maison. Nous nous ferons un plaisir de discuter avec vous.

PRENEZ RENDEZ-VOUS

**Disclaimer**

Les informations figurant dans cette publication sont uniquement destinées à des fins générales. Nous ne tenons pas compte de vos circonstances individuelles spécifiques. Les informations ne peuvent pas être considérées comme des conseils professionnels juridiques, financiers, fiscaux ou autres. Nous vous conseillons de ne pas directement agir sur la base des informations et de recueillir l'avis d'un spécialiste préalablement à toute action éventuelle. Cette publication ne constitue pas une offre et ne vous confère aucun droit.

Pour la réalisation de cette publication, nous avons procédé à la sélection des sources externes avec le plus grand soin. Nous ne pouvons pas garantir que les informations provenant de ces sources qui figurent dans cette publication, sont correctes et complètes ou le resteront dans le futur. Nous n'assumons aucune responsabilité pour les fautes d'impressions et les erreurs typographiques. Nous ne sommes pas tenus d'actualiser ou de modifier les informations que nous avons reprises dans cette publication. Tous les droits relatifs au contenu de la publication sont réservés, y compris le droit de modification. Il est interdit de reproduire en tout ou en partie les données figurant dans la publication, sous quelque forme que ce soit, sans l'accord écrit et préalable de Van Lanschot NV.

**Autres informations**

Van Lanschot NV est statutairement établie Hooge Steenweg 29 à 5211 JN Bois-le-Duc, n° CdC Bois-le-Duc 16038212, numéro d'identification à la TVA NL.004 670632.B.01. Van Lanschot NV est, en tant que banque, enregistrée dans le registre 'WFT' (Wet op het financieel toezicht) et contrôlée par De Nederlandsche Bank NV (DNB), boîte postale 98, 1000 AB Amsterdam, et par l'Autorité des Marchés Financiers (AMF), boîte postale 11723, 1001 GS Amsterdam. Van Lanschot NV peut intervenir en tant que fournisseur de produits de paiement, d'épargne et de crédit, en tant qu'intermédiaire dans des produits d'assurance et en tant que fournisseur et/ou exécutant de services d'investissement.

En cas de plaintes éventuelles concernant la prestation de nos services financiers, vous pouvez vous adresser à votre propre agence de Van Lanschot NV, au département Gestion des plaintes du siège, boîte postale 1021, 5200 HC Bois-le-Duc ou au Klachteninstituut Financiële Dienstverlening (KiFiD) (institut de gestion des réclamations en matière de services financiers), boîte postale 93257, 2509 AG La Haye.